

LE DEVELOPPEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES EN GRÈCE

Introduction

Si la jeunesse avait manifesté en Grèce au XIXe siècle un intérêt particulier pour les études classiques et pour le droit, la jeunesse depuis 1945 s'intéresse surtout pour les sciences appliquées. Les sciences économiques ont attiré assez de monde entre les deux guerres et depuis, mais on ne peut pas affirmer qu'elles aient été ou qu'elles soient à la première ligne de l'intérêt de ceux, qui essaient de choisir une carrière et en général de l'opinion publique. Cet intérêt réduit ne peut certes pas être attribué à une euphorie particulière de l'économie hellénique, ni à l'absence de problèmes graves. On pourrait trouver une explication peut être dans le fait qu'en Grèce tout le monde croit plus ou moins avoir une connaissance innée, voire instinctive, de ce qui est indiqué au point de vue économique et de ce qui ne l'est pas, non seulement dans le cadre microéconomique mais aussi dans le cadre macroéconomique. Ainsi on a beaucoup parlé en Grèce des possibilités, des perspectives et des résultats à attendre des assainissements monétaires, qui y sont indispensables de temps à autre, du déséquilibre quasi permanent de la balance des paiements, quand le flux des capitaux étrangers s'arrête, ce qui indique, il me semble, une inflation des revenus en Grèce en fonction de la productivité de son économie, de la fixation des prix des produits agricoles destinés au marché mondial à des niveaux non justifiés par la demande sur ce dernier, ce qui pousse l'opinion publique et les partis, qui, par hasard, n'assument pas les charges du pouvoir à s'exprimer en faveur du paiement de la différence par le trésor sans qu'ils comprennent qu'il s'agit alors des contribuables, de la fiscalité, qu'on a toujours la tendance de considérer avec raison comme excessive, des problèmes de la distribution du revenu national, qui en réalité n'intéressent que les salariés dont la grande majorité se sent toujours lésée, en l'occurrence tout en ignorant la contribution à ce sujet de leur productivité limitée, enfin depuis la fin de la seconde guerre mondiale les problèmes du développement économique. Si on examine quelque peu sérieusement ces discussions dans la presse et dans "les milieux bien pensants" on est étonné : primo par le parti pris de ceux, qui participent à la discussion indépendem-

ment de leur certitude qu'ils sont objectifs, secondo par l'influence des considérations politiques, tertio par le peu de profondeur des arguments avancés. Ces constatations devraient mener à la conclusion que le développement des sciences économiques n'est pas satisfaisant en Grèce. Il faudrait néanmoins avant de parvenir à cette conclusion noter qu'en Grèce ceux, dont le standing économique — évidemment aux points de vue des connaissances, de la capacité d'analyser et de discerner et de celle d'être vraiment objectifs—est satisfaisant ne participent pas à ces discussions. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas facilitées par la pénurie des données statistiques disponibles, par la difficulté de les obtenir à temps, surtout si on ne se trouve pas à Athènes et quelquefois par leur qualité médiocre.

Je me propose dans cet article à analyser l'enseignement des sciences économiques en Grèce, le travail de recherche, l'étendue des publications de nature économique, d'une part en Grèce même, d'autre part par les ressortissants Grecs habitant le pays à l'étranger, enfin les contacts de la science économique avec l'administration, les banques, les entreprises, les journaux et la politique.

I. L'enseignement

L'enseignement des sciences économiques est assuré en premier lieu dans les écoles commerciales secondaires, en second lieu dans les deux Universités et dans quelques écoles, qui, en vertu de la législation en vigueur, se trouvent à un niveau universitaire sans néanmoins avoir été autorisées à faire partie d'une des deux Universités.

L'enseignement dans les écoles commerciales secondaires, qui, il y a quelques années, ont reçu le titre de "gymnases économiques" ne présente pas des particularités spéciales. On pourrait dire que cet enseignement ne permet pas à ceux, qui le reçoivent, du moins dans la majorité des cas, à approfondir suffisamment dans le fonctionnement des mécanismes économiques, à discerner d'une façon satisfaisante l'étendue, l'importance et la signification de l'interventionisme, à se rendre compte des différences profondes entre une économie ouverte et une économie fermée en ce qui concerne l'apparition, l'ampleur et l'intensité des différentes fluctuations économiques et des flux. L'enseignement se base surtout sur des livres élémentaires et s'occupe, peut être un peu trop, de la comptabilité en ce qui concerne les formalités à accomplir par le comptable et les livres à tenir et pas assez de la comptabilité elle-même. En réalité bien peu de choses ont changé depuis la débaptisation de ces écoles commerciales secondaires, qui auraient beaucoup à gagner d'

une adaptation de leur enseignement aux données actuelles d'une part, à l'évolution des sciences économiques d'autre part, sans certes suggérer qu'il leur faudrait enseigner à un niveau dépassant les possibilités d'absorption de leurs élèves fort nombreux d'ailleurs.

L'enseignement des sciences économiques dans les deux Universités a toujours souffert, mais en même temps quelque peu profité, du fait qu'il est toujours combiné avec celui du droit. Les conséquences défavorables découlant, je dirai de cette cohabitation, résident dans le fait que généralement les sciences économiques sont reléguées au second plan, que leur enseignement se concentre surtout dans les deux premières années, quand les étudiants ne sont pas assez mûrs et que leur examen n'a plus lieu quand l'étudiant passe sa licence en droit.¹ Sous ce point de vue il faut relever que les étudiants en droit de l'Université de Thessalonique ont l'avantage sur ceux de l'Université d'Athènes à suivre un plus grand nombre de cours économiques, ce qui certes leur permet de mieux connaître les rouages économiques et de trouver leur tâche de juge, d'avocat et de fonctionnaire facilitée d'autant.

Tandis qu'à l'Université d'Athènes les étudiants en sciences économiques suivent le même curriculum que les étudiants en droit pendant trois années (sur les quatre que comportent leurs études) à Thessalonique le curriculum est complètement séparé depuis la première année et il a en plus, à partir de l'année 1963 - 4, des cours de doctorat, qui ont été inaugurés pour la première fois en Grèce.

Les étudiants en sciences économiques à l'Université d'Athènes n'ont que la possibilité d'entendre deux cours d'économie politique et un cours de finances publiques pendant trois années de cours, ce qui signifie un cours par année. Cela est vraiment insuffisant pour les économistes de l'avenir, qui, d'autre part, sont obligés d'acquérir les mêmes connaissances juridiques que leurs collègues juristes. En quatrième année ces étudiants ont la possibilité de suivre deux cours spécialement destinés pour eux donnés par deux "dozents" ainsi que deux cours donnés à leur intention par un fonctionnaire du Ministère de la Coordination, d'autre part par un économiste de la Banque de Grèce, sans que ces deux derniers appartiennent au corps enseignant de l'Université. De plus les deux professeurs d'Economie Politique organisent des séances de travaux pratiques, où chaque participant doit présenter un mémoire avant d'être admis aux examens de licence. Ces derniers comprennent également un grand nombre de matières juridiques mais surtout de droit

1. En effet en Grèce les étudiants passent des examens de fin d'année où seule la matière enseignée est examinée et à la fin de leurs études des examens de licence où tout est examiné (même si il n'a pas été enseigné).

public. Les matières de droit privé à être examinées sont par contre réduites en comparaison avec ce qui est demandé à la licence en droit.

Les choses se passent d'une façon plus rationnelle à Thessalonique, où l'enseignement en sciences économiques dure également quatre années. En première année les étudiants sont obligés de prendre, en dehors du cours d'économie politique, des cours d'histoire économique, de géographie économique, de comptabilité et de mathématiques. En seconde année ils ont des cours d'économie politique, d'histoire des doctrines, de finances publiques et d'économie des entreprises. En troisième et en quatrième année les étudiants ont des cours avancés dans les mêmes matières et en même temps des cours de statistique et de droit fiscal. En doctorat il y a des cours et des travaux pratiques en économie politique, finances publiques, économie des entreprises, comptes de la nation et planisme. Il découle de cette énumération que le nombre de matières enseignées à la Faculté de droit et des sciences économiques de Thessalonique aux futurs licenciés et docteurs ès sciences économiques est plus grand qu'à Athènes et leur formation plus complète d'autant plus que les candidats étudiants ne sont pas admis aux examens si ils ne savent pas au moins lire une des trois grandes langues, qui d'ailleurs sont enseignées comme matières obligatoires. Cette obligation a été imposée aux étudiants ès sciences économiques en considération de l'utilité découlant de la lecture d'ouvrages et surtout d'articles de revues publiés dans une de ces langues. Néanmoins l'Université de Thessalonique ne dispose pas d'un personnel professoral suffisamment nombreux pour pouvoir séparer l'enseignement de l'économie politique et des finances publiques des futurs licenciés ès sciences économiques de celui destiné aux futurs juristes. Par contre il en est ainsi pour les travaux pratiques et pour les examens, qui sont conduits séparément. Dans ce cas les travaux pratiques destinés aux économistes sont conduits en fonction de leurs intérêts et de leurs besoins particuliers. En dehors des travaux pratiques pour ainsi dire de routine il y a encore à l'Université de Thessalonique des travaux pratiques pour les étudiants avancés et avant l'établissement des cours de doctorat, pour les candidats docteurs. Dans ces derniers seuls les étudiants qui, lors de leurs derniers examens, ont fait preuve d'une aptitude extraordinaire, sont admis. Ces travaux pratiques donnent l'occasion de discuter les rapports soumis par les participants entre eux sous la présidence et l'arbitrage du professeur.

En dehors de ces deux Universités les sciences économiques sont enseignées à la Haute Ecole des sciences économiques et commerciales d'Athènes, à la Haute Ecole des sciences politiques (Pantios) à Athènes, à la Haute Ecole des Etudes Industrielles au Pirée et à Thessalonique. Si dans ces écoles non

universitaires les sciences économiques occupent une place prépondérante dont il sera question ci dessous, il n'en est pas ainsi à la Faculté d'Agronomie et de sciences forestières de l'Université de Thessalonique, à la Haute Ecole d' Agronomie d'Athènes et à l'Ecole Polytechnique d'Athènes. Dans ces trois institutions l'enseignement des sciences économiques ne se fait pas sur une grande échelle. Il vise seulement à compléter les connaissances générales des étudiants de ces institutions tout en donnant l'occasion de maint travail de recherche à la Faculté d'agronomie et des sciences forestières de Thessalonique.

On aurait pu s'attendre du titre de la Haute Ecole des sciences économiques et commerciales que son programme ne serait pas alourdi par des matières non économiques et non commerciales. Il n'en est pas ainsi, puisqu'il y a cinq chaires de droit et une de chimie. On y trouve certes aussi quatre chaires d'économie politique, une chaire de l'histoire des doctrines, une chaire de l'économie des entreprises, une chaire d'économie géographique, une chaire de mathématiques et une chaire de comptabilité. L'enseignement dure quatre ans et depuis quelques années il est divisé en deux sections en 3e et en 4e année. Il y a ainsi la section économique et la section de l'administration des entreprises. Les licenciés des deux sections de la Haute Ecole des sciences économiques et commerciales peuvent s'immatriculer, pourvu qu'ils aient fini le gymnase classique, dans la troisième année de la Faculté de droit d'Athènes et de la Faculté de droit et des sciences économiques de Thessalonique. Ceux qui le font sont très nombreux et cela prouve que le désir d'obtenir des connaissances juridiques étendues l'emporte sur ce qui aurait été plus naturel, j'entends l'approfondissement des connaissances économiques en vue d'obtenir un doctorat.

La Haute Ecole des sciences politiques (Pantios) constitue plutôt une école des sciences politiques et juridiques qu'une école des sciences politiques dans le sens propre de ce terme. Au point de vue des sciences économiques il y a trois chaires d'économie politique, une chaire de finances publiques, une de l'économie des entreprises et une de comptabilité. Cette école compte parmi ses étudiants plusieurs fonctionnaires publics, qui, après avoir obtenu leur licence à la Haute Ecole des sciences politiques essaient d'obtenir celle de la Faculté de droit d'Athènes ou de la Faculté de droit et des sciences économiques de Thessalonique, en se faisant inscrire en troisième année comme dans le cas des licenciés de la Haute Ecole des sciences économiques et commerciales.

La Haute Ecole des études industrielles du Pirée, où elle a été transférée d'Athènes il y a quelques années, et la Haute Ecole des études industrielles de Thessalonique sont toutes les deux de création relativement récente et elles ont comme objet de former les cadres des entreprises industrielles. Malgré

le fait qu'elles ont toutes les deux quelques chaires juridiques, grâce auxquelles leurs étudiants apprennent quelques éléments fondamentaux de droit privé et de droit public que toute personne doit connaître, la plus grande importance est attachée à l'enseignement économique. Ces deux écoles disposent en partie d'un corps enseignant relativement jeune, plein de zèle et avec des conceptions très modernes, qui fait du bon travail à en juger par les résultats des grands examens d'admission aux services publics, auxquels leurs licenciés participent. Ces licenciés peuvent se faire inscrire dans une des deux Facultés respectivement de droit et de droit et des sciences économiques sous les mêmes conditions que les licenciés de la Haute Ecole des sciences économiques et commerciales.

Sur la base de ce qui vient d'être exposé l'enseignement des sciences économiques est loin d'être parfait. En effet :

a) dans les deux Universités, malgré le meilleur aménagement de l'enseignement des sciences économiques à celle de Thessalonique, il y a encore beaucoup à faire, avant qu'on soit satisfait qu'il est relativement complet

b) il en est de même dans les écoles non universitaires

c) le problème de l'enrôlement de jeunes docteurs afin de faire une carrière académique en montant graduellement de grade est très compliqué, parce que leurs appointements sont modiques, parce que les nominations sont effectuées avec grand retard, parce que la promotion aux échelons supérieurs n'est pas sûre, puisque l'élection des professeurs ne présuppose pas une carrière d'assistant dans les sciences économiques. Vu la pénurie d'assistants les travaux pratiques doivent être faits en grands groupes, ce qui diminue leur utilité pour tous les participants et en particulier pour ceux qui sont gênés de parler en public. L'examen des épreuves des participants devient ainsi plus difficile et il est abandonné par les professeurs, qui ne peuvent pas corriger des épreuves par centaines à moins d'abandonner leur travail de recherche et de réadaptation continue

d) l'enseignement et la discussion dans le cadre des séances de travaux pratiques des problèmes actuels de l'économie hellénique ne sont pas obligatoires. Ils sont bien souvent évités par ceux qui enseignent parce qu'ils ne disposent pas de données statistiques suffisantes et parce qu'ils ne croient pas avoir le droit de se prononcer sur les questions, qui sont à l'ordre du jour, puisque l'Université doit à tout prix être en dehors de toute discussion politique.

II. Le travail de recherche

Si on peut soutenir que l'enseignement des sciences économiques dans les deux Universités helléniques et dans les écoles, qui ont acquis rang uni-

versitaire est satisfaisant, pourvu que le professeur en cause soit à la hauteur voulue et s'adonne avec zèle à sa tâche en neutralisant ainsi, du moins dans une certaine mesure les désavantages, dont il a été question dans le premier paragraphe, on ne peut pas en dire autant du travail de recherche en groupe. Ce dernier plus que tout autre a souffert et souffre dans les deux Universités et dans les autres écoles, avec seule exception dans une certaine mesure dans le cas de la Haute Ecole des études industrielles du Pirée, du manque d'assistants, du manque d'espace, du manque de données statistiques suffisantes et encore de la parsimonie extraordinaire avec laquelle des fonds sont accordés pour des instituts de recherche et pour tout ce qui est nécessaire pour les faire fonctionner d'une façon satisfaisante. Ainsi s'explique aisément pourquoi le travail de recherche, qui gagne tant, si il est conduit en groupe, n'est effectué en Grèce qu'individuellement avec les désavantages que cela comporte. Cet effort est encore affecté défavorablement par la tendance de plusieurs professeurs d'enseigner dans au moins deux écoles réduisant ainsi le temps qu'ils auraient affecté à la publication de leurs ouvrages et à l'étude des nouveaux ouvrages.

On doit constater cet état de choses et relever l'importance du vide, qui a été comblé par la création du Centre de recherches économiques par le gouvernement hellénique en collaboration avec l'Université de Californie à Berkeley et la Fondation Ford. La contribution du Centre des Sciences Sociales d'Athènes est moins importante, vu la modicité de ses ressources et vu son intérêt particulier pour la sociologie, qui avait été complètement délaissée en Grèce jusqu' en 1955. Le Centre des recherches économiques s'occupe d'une part de l'analyse des différents problèmes de l'économie hellénique, qui sont à l'ordre du jour, d'autre part du perfectionnement des connaissances économiques des jeunes licenciés des deux Universités et des autres écoles qui y sont admis avec le grade de collaborateur adjoint. L'analyse des problèmes de l'économie hellénique est confiée en premier lieu aux "senior" économistes du Centre et en second lieu à des économistes étrangers, surtout Américains. Cela dans le cas de ces derniers constitue un désavantage, parce que ces étrangers ne peuvent pas saisir pendant un bref séjour les problèmes économiques d'un pays étranger tellement lointain et tellement différent de leur propre pays et de ce qu'ils s'étaient imaginés avant de venir en Grèce. Secondés par des jeunes gens qui, dans la majorité des cas, n'osent pas exposer leur propre point de vue indépendamment de sa justesse, ils s'exposent au danger de se limiter à des banalités, ou ce qui est pire, à des exposés, qui ne coïncident pas avec la réalité. Ils exposent de cette façon le Centre à des critiques sévères. Heureusement le Centre a pu faire paraître, comme j'ai eu l'occasion de relever dans "The Economic Journal" de Septembre 1963, quelques études de

grande classe; ainsi la moyenne de ses publications n'est pas à dédaigner et elle augmentera certainement en vue de ce qui est actuellement sous presse.

Des investigations sont conduites également en Grèce par le Athens Technological Institute, par la Banque de Grèce et par le Ministère de la Coordination. Ces investigations ne sont pas effectuées seulement à des fins scientifiques mais aussi à des fins plus prosaïques. En effet dans les trois cas ci-dessus on procède à des investigations en vue d'une question concrète, soit afin de pouvoir donner un conseil, soit afin de pouvoir persuader un bailleur de fonds, ou un gouvernement à procéder à un investissement, ou à appliquer une certaine mesure, ou à éviter d'autres. Certes la Banque de Grèce et le Ministère de la Coordination n'ont à s'occuper que de l'économie hellénique, tandis que le Athens Technological Institute est parvenu à étendre son activité dans plusieurs pays. En vue des objectifs concrets de ces investigations il n'est guère raisonnable de publier les conclusions, auxquelles elles parviennent. Des travaux non publiés mais simplement polycopiés en nombre limité d'exemplaires non accessibles à la critique des gens compétents ne constituent pas du travail scientifique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement publie le plus souvent le texte des rapports de ses investigateurs. Il y a encore une autre raison pour laquelle les études de la Banque de Grèce et du Ministère de la Coordination ne constituent pas du travail de recherche proprement dit. C'est leur dépendance, certes dans un degré différent, du gouvernement hellénique, qui, dans ses décisions, est par la force des choses influencé par ses propres vues et par ce qu'il considère indiqué de son propre point de vue. Chaque fois qu'une investigation aboutit à des conclusions défavorables pour une action ou pour une omission projetées par le gouvernement hellénique elle n'est pas publiée. Il en est de même dans le cas des investigations au sujet de l'évolution de certaines données économiques, qui montrent les résultats de la politique économique et financière. Cette nécessité se manifeste également dans la préparation des plans de développement économique, qui certes ne correspondent pas généralement aux propositions, qui auraient été soumises sur la base des données économiques sans certes oublier les facteurs sociologiques, psychologiques, politiques et institutionnels.

III. Les publications

On est certes fort loin du commencement du XIXe siècle quand il n'y avait en Grèce que très peu de publications économiques de nature scientifique. De nos jours on constate sous ce point de vue un développement très

remarquable aussi bien quantitatif que qualitatif, qui est d'autant plus important, puisque le marché des livres scientifiques en Grèce est assez restreint. On constate de nos jours que le nombre d'ouvrages, d'études et d'articles économiques publiés en Grèce, où il y a quelques revues économiques sérieuses paraissant régulièrement, augmente et que la qualité ne souffre pas de l'augmentation de la quantité. Ces publications, dont certaines sont tout à fait modernes, s'occupent de questions théoriques mais aussi de problèmes de l'économie hellénique. Par contre on ne trouve que rarement des livres et des articles grecs, qui s'occupent des problèmes des économies étrangères, à moins qu'ils puissent affecter les intérêts helléniques et à moins que des développements analogues soient attendus en Grèce.

Les publications économiques grecques à l'étranger peuvent être distinguées en deux catégories. J'entends celles qui s'occupent des problèmes économiques de la Grèce et celles qui traitent, soit des questions théoriques, soit des questions intéressant l'économie mondiale. Il me semble certes que les publications du second groupe sont plus importantes, parce qu'elles démontrent que parmi les économistes hellènes il y en a avec formation et une originalité suffisantes pour être pris en considération à l'étranger sur des problèmes, qui n'ont aucun lien particulier avec l'économie hellénique. Les publications du premier groupe par contre assurent à leurs auteurs une sorte de chasse réservée, parce que généralement les économistes étrangers ne s'intéressent pas suffisamment à l'économie hellénique pour procéder à ce sujet à des publications ou à soulever des controverses. Cela ne signifie certes pas que ces publications ne sont pas à mainte occasion de première classe et que l'examen d'un problème particulier de l'économie hellénique constitue simplement l'occasion, soit de procéder à l'éclaircissement de quelque point quel que peu obscur dans la théorie économique, soit de faire progresser cette dernière en l'élargissant, soit de comparer ce qui arrive ou ce qui est arrivé en Grèce avec ce qu'on pourrait ou qu'on devrait attendre, soit sur la base de la théorie prédominante, soit sur la base de ce qui est arrivé dans tel autre pays.

Ces publications sont aussi utiles au point de vue général, si elles parviennent à procéder à une recherche, quand toutes les données statistiques ne sont pas disponibles en ayant recours à des combinaisons de celles qui le sont. Il ne me semble pas par contre indiqué en exposant le développement des sciences économiques en Grèce de m'occuper également de l'activité des économistes Hellènes établis en permanence à l'étranger. Il y a parmi eux, surtout aux Etats Unis d'Amérique, quelques uns qui sont très connus pour leur contribution au développement des sciences économiques. Très nombreux sont ceux, qui sans devenir célèbres font un travail très utile dans leur

Université sans oublier qu'ils doivent aussi publier des ouvrages de quelque originalité. Par contre il y a à relever que certains économistes Grecs participent d'une façon intensive à l'échange de professeurs entre les Universités du monde libre, qui a pris une telle extension depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

IV. Les contacts de la science économique avec la politique, l'administration, les banques, les entreprises et les journaux

Les diplômés des "gymnases économiques" et encore plus les licenciés des écoles, où la comptabilité est enseignée, ont de tout temps trouvé un emploi de comptable. Il est à relever sous ce point de vue que même de nos jours bien souvent les services de la comptabilité de mainte entreprise et de mainte administration portent le titre de services économiques.

Par contre pour des économistes dans le sens propre du terme il y avait fort peu à faire même à l'époque entre les deux guerres mondiales excepté l'enseignement. La Banque de Grèce et la Banque Nationale de Grèce avaient certes engagé quelques économistes, mais leur tâche n'était guère importante et on n'avait que très peu recours à leurs conseils. Sous ces conditions on n'a pas à s'étonner que les autres banques, les entreprises et l'administration dans son ensemble n'avaient pas recours à des économistes. Ceux parmi ces derniers, qui s'adonnaient à la politique, avaient certes l'occasion de prononcer quelques discours ou de publier quelques articles dans les grands quotidiens. Ces derniers, même à présent, avec peut être une ou deux exceptions ne sont nullement parvenus à avoir des colonnes économiques et des informations de nature soit monétaire, soit commerciale, soit économique, qui pourraient être comparées avec celles des grands journaux de l'Occident. Cela est d'autant plus étonnant, puisque les informations politiques ne laissent rien à désirer dans une telle comparaison.

Les possibilités d'emploi des économistes ont sensiblement augmenté depuis 1950 à Athènes mais très peu en province. Il s'agit d'une conséquence quelque peu imprévue de la centralisation excessive dont souffre l'administration publique et celle des banques et des entreprises travaillant dans tout le pays. En effet les succursales dans les grandes villes de province ne diffèrent de celles dans les petites que par le nombre de leurs employés et par le volume des transactions. Toute décision de quelque importance est renvoyée à Athènes, même si en vertu des réglemens en vigueur les fondés de pouvoir auraient pu la prendre sur place.

Actuellement le nombre des économistes travaillant pour le gouvernement

ou pour les grandes entreprises nationalisées d'utilité publique à Athènes a certes augmenté substantiellement. Ainsi le Ministère de la Coordination a embauché quelques dizaines d'économistes, qui, néanmoins, généralement s'intéressent beaucoup moins à la recherche proprement dite et beaucoup plus à l'extension de leur compétence, ce qui certes ne facilite guère le fonctionnement satisfaisant de l'ensemble de l'administration ni la décentralisation, dont dépend le développement du pays. Il en est de même dans la grande majorité des cas avec les économistes, qui travaillent dans les entreprises nationalisées d'utilité publique.

La Banque de Grèce et la Banque Nationale de Grèce ont également augmenté substantiellement les économistes qu'elles emploient. Leur influence néanmoins sur l'activité de ces deux banques n'est assurée que si le gouverneur en fonction leur fait confiance et n'entend pas agir sur la base de ses propres intuitions et des nécessités politiques dictées par le gouvernement. En effet la Banque de Grèce est bien souvent accusée de vouloir imposer la politique qui est le moins apte à créer des problèmes monétaires même aux dépens d'un ralentissement de l'activité économique. Cette tendance se manifeste surtout par l'entremise de la commission monétaire dont la compétence excessivement large ne peut être justifiée que dans une période de chaos monétaire et pas dans une période de tranquillité. On ne peut pas admettre que la politique de cette commission est influencée par des considérations économiques orthodoxes et qu'elle fait œuvre utile depuis la dévaluation monétaire de 1953.

L'oeuvre rationnelle des économistes fait complètement défaut dans l'étude des répercussions de la fiscalité excessive dont souffre la Grèce, des mesures à entreprendre pour y obvier, du rythme des travaux de développement à appliquer, des priorités à établir dans l'exécution des travaux publics, des conséquences dans le proche avenir, de l'endettement excessif, auquel s'adonne l'administration, dû rendement à attendre afin de pouvoir combattre les pressions inflationnistes déclanchées par ce processus et de sa contribution éventuelle au service de la dette publique de plus en plus lourde malgré la non reprise jusqu'en 1964 du service de la dette publique d'avant guerre. En effet les économistes au service du gouvernement n'ont pas compris ou n'ont pas osé attirer l'attention du gouvernement sur les dangers découlant d'une politique de développement, qui ne vise qu'à augmenter au maximum les recettes publiques en vue de l'exécution de travaux, qui ne sont pas choisis sur la base de la date, où leur rendement commencera ni sur celle de l'importance de ce dernier. En effet depuis une dizaine d'années les pressions inflationnistes sont renforcées par la fiscalité excessive et par la modicité de la contribution de l'admi-

nistration à l'effort de l'économie hellénique de se rationaliser et de réduire ses coûts. Cet aspect du problème économique n'a pas du tout été analysé ni discuté. Il est étonnant que même les instituts de recherche ne s'en sont pas occupés. Aussi la migration de plus en plus massive créera en Grèce dans un avenir plus ou moins proche une pénurie de main d'oeuvre, qui sera plus ressentie, vu la petite productivité de la grande majorité des travailleurs du pays.

Conclusion

Ces quelques considérations me semblent conduire à la conclusion que malgré le développement des sciences économiques en Grèce il y a encore pas mal à y faire avant qu'on puisse être satisfait sur toute la ligne.

Université de Thessalonique

D. J. DELIVANIS